



PRÉFET DE L'YONNE

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE
L'YONNE

Groupeement Préparation et Opérations

RAPPORTEUR : Lieutenant Gilles PREUX

N° PV CA 22/24/GP

**COMMISSION CONSULTATIVE
DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET
D'ACCESSIBILITÉ**

Commission d'arrondissement de SENS

PROCÈS-VERBAL DE VISITE PÉRIODIQUE (ERP du 1^{er} groupe)

18 janvier 2024
EHPAD RESIDENCE DE L'ETOILE

Références PREVARISC :

Identifiant unique de l'établissement : 387 - 324

Identifiant unique du dossier : 30389

Directeur unique de sécurité :

Exploitant :

Madame la Directrice du C.H. de Sens

Coordonnées de l'établissement :

BOULEVARD MARECHAL FOCH 89100 SENS

Tél. : 03.86.95.15.15

Dernière visite périodique :

Date : 02 février 2021

Avis : Favorable

PÉRIODICITÉ DES VISITES :

☐ 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1an ☐ 2 ans ☒ 3 ans ☐ 5 ans ☐ Néant

Classement

Activité principale	: Etablissements de santé publics ou privés dispensant des soins de courte durée en médecine, chirurgie, obstétrique
Activité secondaire(s)	: Restaurants
Type principal	: U
Type(s) secondaire(s)	: N
Catégorie	: 4ème
Effectif public	: 106 dont 53 hébergés
Effectif personnel	: 18
Effectif total	: 124

Textes de référence :

- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à R.143-47)
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. (RDDECI)
- Arrêté du 23 mai 1989 modifié relatif aux établissements de type U

Descriptif de l'établissement :

Bâtiment R+1 avec une cour intérieure paysagère. Pas de tiers à moins de huit mètres. Une façade est accessible aux engins de lutte contre les incendies.

De construction traditionnelle, le bâtiment est composé au premier étage de circulations encloisonnées et désenfumées desservant des chambres. Cet étage est desservi par trois escaliers extérieurs et un escalier intérieur encloisonné.

L'établissement est composé :

Au rez-de-chaussée :

- d'un hall d'accueil ;
- d'une salle de restauration ;
- d'une salle d'animation ;
- de 25 chambres ;
- d'un office de réchauffage de moins de 20 kW ;
- de plusieurs locaux technique (TGBT, local oxygène, lingerie).

Au premier étage :

- de 28 chambres ;

Les circulations sont désenfumées mécaniquement. Le désenfumage est asservi au SSI.

Une source de remplacement dans un bâtiment annexe est présente.

Un éclairage d'évacuation par des blocs autonomes est présent.

Il existe un réseau de fluides médicaux avec des organes de coupure d'urgence présents par zone de mise en sécurité.

Le chauffage est assuré par la chaufferie urbaine. Une sous station a été installée à la place de la chaudière dans l'ancien local chaufferie situé au rez-de-chaussée et accessible uniquement depuis l'extérieur.

La chaufferie, le local oxygène, le TGBT, les lingerie et les locaux à usage de stockage sont isolés.

Les moyens de secours sont assurés par :

- des extincteurs appropriés aux risques ;
- un système de sécurité incendie de catégorie A avec un équipement d'alarme du type 1 ;
- des détecteurs automatiques de fumées d'incendie dans tous les locaux à l'exception des sanitaires ;
- l'affichage de plans de l'établissement et de consignes de sécurité ;
- un téléphone urbain.

Effectifs

Niveau	Local	Type	Superficie	Mode de calcul	Effectif public	Effectif personnel
R+1	Chambres	U	28 lits	1 p / lit	56	9
RdC	Chambres	U	25 lits	1 visiteur / lit 1 soignant / 3 lits	50	9
RdC	Salle de restauration	N	A usage des résidents			
RdC	Salle d'animation	R				
TOTAL				106	18	124

Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions :

- Registre de sécurité en date du 18/01/2024.
- Portes automatiques : Relevé de vérification des portes automatiques en façade (CO 48) fait par SIEMENS en date du 01/01/2024.
- Désenfumage naturel : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10) fait par Bureau Veritas en date du 01/01/2024.
- Désenfumage mécanique : Organisme agréé 3 ans SSI A et B fait par Bureau Veritas en date du 01/01/2024.
- Gaz : Relevé de vérification du gaz (GZ 30) (GZ 29) fait par Bureau Veritas en 2024.
- Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19) fait par Bureau Veritas en date du 01/01/2024.
- Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15) fait en interne et par Bureau Veritas en date du 01/01/2024.
- Ascenseurs Monte-charges : Tous les ans (AS 11) fait par TKE en date du 11/01/2024.
- Appareils de cuisson : Relevé de vérification des appareils de cuisson (GC 22) fait par Bureau Veritas.
- Hotte : Attestation de nettoyage du circuit d'extraction (GC 21) fait par Igienair en date du 02/10/2023.
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme,

détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73) fait par Siemens en date du 12/07/2024.

• Système de sécurité Incendie Alarme Détection : RVRE triennal du SSI A ou B (MS 73) fait par Bureau Veritas en date du 01/01/2024.

• Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38) fait en interne.

Descriptif de la visite :

La visite a pour objet le contrôle de l'établissement tel que prévu par l'article R 143-41 du CCH. Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- Vérification de la réalisation des contrôles périodiques.
- Essai de l'alarme / éclairage de sécurité / divers.
- Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations :

Essai du système de désenfumage dans la cage d'escalier : action sur un DAI : résultat correct.

Essai de l'alarme : action sur un détecteur automatique incendie au R+1 dans le couloir : résultat correct.

Essai du système de désenfumage : action sur un DAI dans le couloir : résultat correct

Anomalies constatées :

- registre non renseigné.
- rapport triennal SSI.
- pas de tableau répétiteur au rez-de-chaussée.
- verre dormant hors service sur le coffret gaz.
- rappel emplacement du SSI, (prévoir un changement d'emplacement lors de futurs travaux voir arrêté de mairie de 2013).

Analyse de risque :

Établissement qui, au moment de la visite, présente un niveau de sécurité satisfaisant.

Avis de la commission :

La Commission d'arrondissement de SENS émet un avis **favorable** au maintien à l'ouverture au public de l'établissement.

Au regard de l'avis **favorable** reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1er février 2010), la prochaine visite périodique devrait être effectuée en **janvier 2027**.

Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :

Prescription(s) antérieure(s) reprise(s) :

Néant

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

1• Tenir à jour le registre de sécurité. (Article R 143.44 du code de la construction et de l'habitation).

2• Réaliser la vérification triennale du SSI par une personne ou un organisme agréé (Article MS 73§2)

3• Initier le personnel de l'établissement à la mise en œuvre des moyens de secours et maintenir dans le temps cette formation (Article MS 72 §1)

4• Remettre un verre dormant sur le coffret gaz situé à l'entrée de la chaufferie (Article GZ 29)

5• Prévoir de déplacer, lors de prochains travaux, le système de sécurité incendie qui se situe au premier étage dans un espace réservé au personnel. Le nouvel emplacement du SSI devra être soumis à l'avis de la commission de sécurité. (Article 143-48)

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public -

Rappels réglementaires

- **N° 1 – N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **N° 2 – Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- | | |
|---|-------------------------------|
| • Désenfumage | : tous les ans (art. DF 10) ; |
| • Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) | : tous les ans (art. CH 58) ; |
| • Ventilation | tous les ans (art. CH 58) ; |
| • Gaz | tous les ans (art. GZ 30) ; |

- Électricité et éclairage de sécurité tous les ans (art. EL 19) ;
- Ascenseurs tous les 5 ans par une personne ou un organisme agréé (Avant remise en service faisant suite à une transformation importante – Vérifications du respect des dispositions applicables aux ascenseurs) (art. AS 9) ;
- Appareils de cuisson tous les ans (art. GC 22) ,
- Moyens de secours :
 - Extincteurs et RIA tous les ans,
 - Détection automatique d'incendie tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (art. MS 58),
 - Système de sécurité incendie : tous les ans et tous les 3 ans, par une personne ou un organisme agréé (SSI A et B), avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (SSI A et B) (art. MS 68) ;
 - Équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ;(art. MS 73) ;

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme indiqué à l'article R. 143-34 du même code.

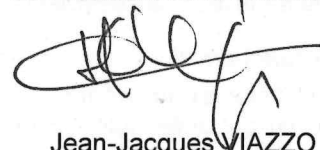
Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, au maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'Etat dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Sens, le 18 janvier 2024

Le Président de la commission,



Jean-Jacques VIAZZO